



COMITÉ DE L'AGRICULTURE

SOUS-COMITÉ DE L'ÉLEVAGE

Première session

16-18 mars 2022

La communication d'informations globales et factuelles sur le secteur de l'élevage

Résumé

Le secteur de l'élevage a des incidences directes et indirectes sur les 17 objectifs de développement durable (ODD), en particulier ceux qui ont trait à la pauvreté, à la faim, à la santé, à l'égalité des sexes, à la croissance économique, à l'action pour le climat, à la biodiversité et à l'utilisation des terres. La complexité et le caractère évolutif des interactions entre ces objectifs posent la question des meilleures méthodes à adopter pour apporter aux décideurs des informations sur ce qui est avantageux ou pourrait l'être au titre de ces objectifs ainsi que sur les risques connexes, de sorte qu'ils disposent de données factuelles viables, tangibles et prospectives qui faciliteront la planification et le suivi.

Le présent document porte sur le type de données et de renseignements qui permettent de communiquer des informations globales et concrètes relatives à l'élevage et rend compte des difficultés liées à la multitude de données disponibles sur ce secteur en les répartissant en trois grands domaines: nutrition et santé, moyens de subsistance et inclusion, et environnement et climat.

Suite que le Sous-Comité est invité à donner

Le Sous-Comité est invité à recommander au Comité de l'agriculture:

- de reconnaître les nombreux liens qu'entretiennent les systèmes de production animale et les chaînes de valorisation de l'élevage avec les systèmes agroalimentaires au sens large;
- de recommander à la FAO de renforcer l'appui qu'elle apporte à ses Membres en matière de collecte, de diffusion et d'utilisation de données relatives à l'élevage afin d'améliorer la formulation de politiques et d'accroître les investissements dans le secteur.

Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:

M. Keith Sumption
Fonctionnaire responsable
Division de la production et santé animales (NSA)
Tél.: +39 06 570 53371

I. Introduction

1. Le secteur de l'élevage intervient directement ou indirectement dans chacun des 17 objectifs de développement durable (ODD), en particulier dans les ODD 1 (pas de pauvreté), 2 (faim «zéro»), 3 (bonne santé et bien-être), 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique), 10 (inégalités réduites), 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et 15 (vie terrestre). La complexité et le caractère évolutif des interactions entre ces objectifs posent la question des meilleures méthodes de communication des informations sur l'élevage à adopter pour rendre compte de façon précise des perspectives et des difficultés qui caractérisent ce secteur.

2. Le présent document récapitule les principales informations disponibles sur l'élevage, en particulier sur les produits et services dérivés de l'élevage (qu'ils soient ou non alimentaires), de sorte à montrer les multiples points de vue qu'il est possible d'adopter en examinant le secteur. Il analyse différentes façons de faire connaître les perspectives ouvertes par l'élevage à l'aide de données factuelles et scientifiques, de gérer les concessions réciproques et de mettre en avant des mesures porteuses de transformation qui donnent plus de poids au rôle du secteur dans la réalisation des ODD. Il met en évidence la nécessité d'une approche globale qui tient compte du caractère interdépendant des ODD et de la grande diversité des systèmes de production animale et des chaînes d'approvisionnement de l'élevage dans le monde, mais aussi des conditions sociales, économiques, environnementales et institutionnelles. On peut à ce titre s'inspirer de l'approche intégrée et globale «Une seule santé», qui vise à trouver un équilibre durable entre la santé des personnes, celle des animaux et celle des écosystèmes et à les améliorer autant que possible.

II. Nutrition et santé

3. Entre 720 et 810 millions de personnes sont confrontées à la faim dans le monde¹, et elles sont des milliards à souffrir de différentes formes de malnutrition, notamment de carence en micronutriments, d'excès pondéral, d'obésité et de maladies non transmissibles liées à l'alimentation. Les carences en micronutriments concernent ainsi plus de deux milliards de personnes. D'après les estimations de l'Organisation mondiale de la Santé, à l'échelle planétaire, 42 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 40 pour cent des femmes enceintes souffrent d'anémie. La malnutrition entrave le développement cognitif et physique des enfants. Les aliments dérivés de l'élevage représentent 33 pour cent des protéines consommées dans le monde et 17 pour cent des calories². Ils fournissent des acides gras, des vitamines et bon nombre de micronutriments essentiels et de composants bioactifs, notamment le fer, le calcium, le zinc, la choline, la vitamine B12 et la vitamine A, qui se présentent sous des formes davantage biodisponibles dans les aliments d'origine animale que dans ceux d'origine végétale. Toutefois, la consommation de ces produits n'est pas équitablement répartie selon les régions, le genre, l'âge et les niveaux de revenus. Nombreuses sont les personnes qui ne consomment pas d'aliments issus d'animaux terrestres³ en quantité suffisante pour répondre à leurs besoins nutritionnels, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, tandis que d'autres en consomment au-delà de leurs besoins énergétiques, notamment dans les pays à revenu élevé. Ainsi, la consommation moyenne de viande, telle qu'elle est estimée à partir des bilans alimentaires, oscille entre 100 kg par personne et par an en Amérique du Nord et 4 kg dans certains pays d'Afrique

¹ FAO, Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation mondiale de la Santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM) et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2021. *Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021. Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous*. Rome. 40 pages (disponible à l'adresse <https://www.fao.org/3/cb5409fr/cb5409fr.pdf>).

² FAO. 2018. *World Livestock: Transforming the livestock sector through the Sustainable Development Goals*. Rome. 220 pages (disponible à l'adresse <https://doi.org/10.4060/ca1201en>).

³ Soit l'ensemble des produits alimentaires issus d'animaux terrestres (mammifères, oiseaux et insectes), qu'ils proviennent des systèmes de production animale ou de la chasse d'animaux sauvages.

subsaharienne⁴. Les véritables apports énergétiques issus d'aliments dérivés de l'élevage pourraient bien être inférieurs, mais les données recueillies à ce sujet auprès des populations sont rares.

4. Dans le même temps, l'élevage et les produits qui en sont dérivés présentent aussi des risques pour la santé humaine. Ces risques peuvent être directs, par exemple la transmission d'agents pathogènes provoquant des zoonoses comme la brucellose, la grippe aviaire et le coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient. Bien que les antibiotiques aient été mis au point afin de protéger la santé animale et la santé humaine, leur utilisation excessive ou non réglementée dans l'élevage pourrait bien aggraver les coûts futurs de la résistance aux antimicrobiens pour les êtres humains. Les risques peuvent aussi être indirects, par exemple en cas de surconsommation d'aliments issus d'animaux terrestres. En effet, une étude de cohorte prospective sur l'épidémiologie rurale et urbaine, portant sur 21 pays (dont des pays à faible revenu, des pays à revenu intermédiaire et des pays à revenu élevé), a montré que la consommation de quantités plus importantes de viande rouge transformée accroît dans l'ensemble les risques de mortalité et des cardiopathies coronariennes. En revanche, les observations concernant les effets préjudiciables de la consommation de viande rouge et de volaille non transformée sur la santé n'étaient pas concluantes⁵.

5. L'élevage intervient à plus d'un titre dans l'ODD 2. Les animaux monogastriques et les ruminants contribuent à parts à peu près égales à la production mondiale de protéines (voir tableau 1), mais ces dernières décennies, la croissance de la consommation de viande a concerné principalement la volaille et les porcs. Elle a en effet augmenté de plus de 50 pour cent entre 1990 et 2019, alors que la consommation par habitant de viande bovine, ovine et caprine a diminué de 7 pour cent, d'après les estimations tirées des bilans alimentaires⁶. Si les ruminants consomment pour la plupart des graminées, les animaux monogastriques se nourrissent davantage d'aliments consommables par l'être humain, comme les céréales: les ruminants ont besoin en moyenne de 0,6 kg de protéines végétales consommables par l'être humain pour produire 1 kg de protéine animale, contre 2 kg pour les animaux monogastriques.

⁴ FAO. 2022. FAOSTAT. Dans: FAO [en ligne]. Rome. [page web consultée le 12 janvier 2022]. <https://www.fao.org/faostat/fr/#home>

⁵ Romaina, I. *et al.* 2021. «Unprocessed and processed meat intake with mortality and cardiovascular disease in 21 countries [Prospective Urban Rural Epidemiology (PURE) Study]: a prospective cohort study», *The American Journal of Clinical Nutrition*, volume 114, n° 3, septembre 2021, page 1049 à 1058 (disponible à l'adresse <https://doi.org/10.1093/ajcn/nqaa448>).

⁶ FAO. 2022. FAOSTAT. Dans: FAO [en ligne]. Rome. [Page web consultée le 12 janvier 2022].

Tableau 1. Taux de conversion du fourrage dans les systèmes de production animale⁷

	Millions de tonnes de protéines animales produites annuellement	Kg de matière sèche/kg de protéines	Kg de matière sèche consommable/kg de protéines	Kg de matière sèche consommable/kg de viande	Kg de protéines consommables/kg de protéines
Ruminants	36 355	133	6	2,8	0,6
Animaux monogastriques	38 246	30	16	3,2	2,0
Total des animaux d'élevage	74 601	80	12	3,1	1,3

6. La FAO aide ses Membres à mettre au point des recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments et adaptées au contexte, qui donnent des informations factuelles sur les rôles multiples et variés que les denrées issues d'animaux terrestres peuvent jouer dans une alimentation saine et équilibrée. Il convient de mettre à jour ces documents applicables à l'échelle nationale en y ajoutant des recommandations indiquant des fourchettes de consommation quotidienne de ces aliments, calculées en fonction des besoins nutritionnels des populations au fil des différentes phases de la vie et conformément aux modes d'alimentation existants. Elles doivent tenir compte des répercussions de la sous-consommation et de la surconsommation d'aliments issus d'animaux terrestres étant donné la hausse des corrélations entre les carences en micronutriments et les maladies chroniques. Ces recommandations doivent aussi prendre en compte les conditions socioéconomiques et agroécologiques, par exemple la disponibilité en ressources en eau, l'affectation des terres et les conditions climatiques. La FAO a montré⁸ que les animaux d'élevage peuvent constituer une source stable d'aliments nutritifs dans les zones où la production végétale est difficile.

III. Moyens de subsistance et inclusion

7. Environ 10 pour cent de la population mondiale vit sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1,90 USD par personne et par jour. Le secteur de l'élevage peut jouer un rôle déterminant en renforçant les moyens de subsistance, une cible fondamentale de l'ODD 1. Les chaînes de valorisation de l'élevage figurent au troisième rang des sources de revenus les plus importantes, après la production végétale et les emplois non agricoles. Entre 500 millions et 1,7 milliard de personnes⁹, la plupart pauvres, vivent de l'élevage, de façon directe ou indirecte. Cette fourchette s'explique par la part variable de participation des populations au secteur de l'élevage, qu'il s'agisse de production primaire, de transformation, d'appui et de services techniques, ou de vente en gros et au détail. Par conséquent, on ne saurait insister sur l'importance de reconnaître et de citer la méthode et les sources

⁷ Mottet, A., de Haan, C., Falcucci, A., Tempio, G., Opio, C. et Gerber, P. 2017. «Livestock: On our plates or eating at our table? A new analysis of the feed/food debate.», *Global Food Security*, vol. 14, page 1 à 8 (disponible à l'adresse

https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S2211912416300013?casa_token=o8syMmIQP-sAAAAA:uZMfiK8xChfNmyCZc0MPINTFV1-7MABpsIFaEAC98K9tLyGydecSZo2DVBrWp4hxFeGWhJvd).

⁸ Par exemple, voir FAO. 2017. *The future of food and agriculture – Trends and challenges*. Rome. 180 pages (disponible à l'adresse <https://www.fao.org/3/i6583e/i6583e.pdf>).

⁹ FAO. Non daté. *L'emploi rural décent: Les sous-secteurs agricoles: L'élevage*. Dans: FAO [en ligne]. Rome. [Page web consultée le 14 janvier 2022]. <https://www.fao.org/rural-employment/agricultural-sub-sectors/livestock/fr/>.

de données utilisées lorsque des informations sur l'élevage et les moyens de subsistance sont communiquées.

8. L'élevage a un effet de catalyseur sur les moyens de subsistance des ménages ruraux, car il joue une multiplicité de rôles:

- il renforce le capital humain en facilitant l'accès aux aliments, en favorisant la santé et en fournissant de l'emploi régulier tout au long de l'année;
- il crée du capital social et renforce la diversité culturelle et l'héritage;
- il enrichit le stock de capital naturel;
- il accroît le capital d'équipement et fournit des moyens de transport, de la force de traction, de l'engrais et de l'énergie;
- il apporte du capital financier, des sources de revenus réguliers et un mécanisme d'épargne, et fait office de liquidités;
- il constitue un atout important au service de la résilience économique contre les chocs extérieurs.

9. Dans le monde, l'élevage représente 40 pour cent de la production agricole des pays développés contre 20 pour cent dans les pays en développement¹⁰. Cette différence est due au niveau de la demande d'aliments issus d'animaux terrestres ainsi qu'aux différences dans la valeur ajoutée des produits de l'élevage qui, quant à elles, dépendent du niveau de développement de l'industrie de la transformation et du cadre global fourni par les infrastructures et les institutions.

10. Entre 2012 et 2050, si les tendances se confirment, la demande mondiale de viande, de produits laitiers et d'œufs devrait augmenter, respectivement, de 52 pour cent, 40 pour cent et 39 pour cent¹¹, ouvrant des perspectives économiques. Cette hausse est dans une large mesure attribuable aux pays en développement, en particulier leurs zones urbaines. Cependant, tous ne bénéficieront pas de la même façon de ces possibilités. En effet, les petits producteurs ont un accès limité aux marchés des intrants ou des extrants et un faible pouvoir de négociation sur ces marchés. La plupart d'entre eux sont des femmes, qui souvent ont moins accès aux ressources productives et aux marchés que leurs homologues masculins. Les producteurs à grande échelle, à l'inverse, disposent souvent de connaissances et de ressources suffisantes pour tirer concrètement parti de ce marché en pleine croissance.

IV. Environnement et climat

11. Dans certains paysages, notamment les terres arides, les terrains de parcours et les zones montagneuses, l'élevage est l'une des sources de nourriture les plus efficaces, quand bien même ces zones contribuent relativement peu à l'approvisionnement mondial d'aliments issus d'animaux terrestres. Nombre d'études mettent en évidence la contribution de l'élevage à des bioéconomies qui améliorent la santé des sols et des végétaux et permettent une meilleure efficacité énergétique. Les prairies et pâturages permanents, qui généralement coévoluent avec les herbivores et couvrent un quart environ de la surface terrestre de la planète¹², stockent 10 à 30 pour cent du carbone terrestre et

¹⁰ FAO. 2018. *World Livestock: Transforming the livestock sector through the Sustainable Development Goals*. Rome. 220 pages (disponible à l'adresse <https://doi.org/10.4060/ca1201en>).

¹¹ FAO. 2018. *The future of food and agriculture – Alternative pathways to 2050*. Rome. 224 page (aussi disponible à l'adresse <https://www.fao.org/publications/fofa/en/>).

¹² Institut international de recherches sur l'élevage (ILRI), Union Internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (UICN), FAO, Fonds mondial pour la nature (WWF), Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC). 2021. *Rangelands Atlas*. Nairobi, ILRI. 42 pages (disponible à l'adresse https://www.rangelandsdata.org/atlas/sites/default/files/2021-06/Rangelands_web%20%28144%20dpi%29.pdf).

pourraient en stocker davantage s'ils étaient gérés de manière durable¹³.

12. L'élevage émet davantage de gaz à effet de serre par kilogramme de produit que les céréales et d'autres aliments d'origine végétale. Cependant, les aliments issus de l'élevage sont aussi plus riches en nutriments (voir la section II ci-dessus), ce qui rend leurs émissions inférieures à celles de bon nombre d'aliments végétaux une fois qu'on les rapporte à leur valeur nutritive¹⁴. Dans les écosystèmes durables, l'élevage joue un rôle essentiel dans le cycle des éléments nutritifs, en particulier en ce qui concerne l'azote et le phosphore.

13. Le secteur de l'élevage sollicite énormément de ressources hydriques et contribue, dans certaines zones, à un changement d'affectation des terres, notamment parce qu'il empiète sur les forêts en vue de produire des aliments pour animaux et de créer des pâtures, entraînant des phénomènes de déforestation, de fragmentation des habitats et de perte de biodiversité.

14. Le changement climatique a des incidences directes (stress thermique, hausse de la morbidité et de la mortalité, etc.) et indirectes (qualité et disponibilités des aliments pour animaux et du fourrage, etc.) sur l'élevage. Les petits éleveurs, notamment les pasteurs, sont parmi les plus vulnérables face au changement climatique, en particulier aux phénomènes météorologiques extrêmes.

15. Le secteur de l'élevage produit environ 14,5 pour cent des émissions anthropiques de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale, dont les deux tiers émanent de la production de viande bovine et de lait de vache, du fait de la production d'aliments pour bétail et de la fermentation entérique. Le volume total d'émissions correspond à l'intégralité du cycle de vie des produits d'origine animale; les émissions provenant directement des animaux représentent environ un tiers de ce volume. Les systèmes de production animale à plus faible productivité tels qu'ils ont cours dans certaines régions tropicales ouvrent des perspectives très intéressantes d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, à condition de réaliser des gains d'efficacité.

16. D'après les études menées par la FAO, il serait possible de réduire les émissions de gaz à effet de serre des systèmes de production animale de 30 pour cent si tous les producteurs adoptaient les pratiques utilisées par les plus efficaces d'entre eux (c'est-à-dire ceux dont les émissions par kilogramme de produit sont les plus faibles¹⁵). Ces observations s'appliquent à n'importe quel système, région et climat et concernent aussi les pratiques de gestion de l'alimentation animale (améliorations de la digestibilité ou amélioration dans la gestion des pâturages), des troupeaux (améliorations de la reproduction, de la sélection génétique ou de la santé animale) et du fumier (production de biogaz ou amélioration de l'entreposage et de l'application).

17. Malgré des perspectives d'atténuation prometteuses, selon la Banque mondiale¹⁶, moins d'un pour cent des financements consacrés entre 2012 et 2017 à des projets de développement relatifs au climat dans le monde concernait le secteur de l'élevage. Cependant, les engagements de prêt de la Banque mondiale au service de l'amélioration du secteur ont augmenté dans les dix dernières années

¹³ Grace, J., San José, J., Meir, P., Miranda, H.S. et Montes, R. 2006. «Productivity and carbon fluxes of tropical savannas», *Journal of Biogeography*, vol. 33, n° 3, page 387 à 400 (disponible à l'adresse <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1365-2699.2005.01448.x>).

¹⁴ Werner, L.B., Flysjö, A. et Tholstrup, T., 2014. «Greenhouse gas emissions of realistic dietary choices in Denmark: the carbon footprint and nutritional value of dairy products», *Food & nutrition research*, vol. 58, n° 1, p. 20687.

¹⁵ Organisation des Nations Unies. 2013. «Major reductions of greenhouse gas emissions from livestock within reach – UN agency», ONU Info, 26 septembre 2013. (disponible à l'adresse <https://news.un.org/en/story/2013/09/450752-major-reductions-greenhouse-gas-emissions-livestock-within-reach-un-agency>).

¹⁶ Banque mondiale. 2020. *Opportunities for Climate Finance in the Livestock Sector: Removing Obstacles and Realizing Potential*. Washington, DC. 152 pages (aussi disponible à l'adresse <http://hdl.handle.net/10986/35495>).

et tiennent davantage compte des avantages connexes en matière de climat qu'apportent les projets financés.

18. L'action mondiale en faveur de la réduction des émissions de méthane, un gaz à effet de serre extrêmement puissant mais dont la durée de vie est courte, a pris de l'ampleur étant donné qu'elle peut permettre de réduire rapidement la contribution de l'élevage au changement climatique.

19. D'autres considérations sont de plus en plus présentes dans le débat politique, notamment les réglementations relatives au bien-être des animaux et les propositions destinées à faire évoluer les comportements (par exemple les changements des modes de consommation, qui contribueraient à atténuer le réchauffement planétaire). Étant donné le potentiel de ces évolutions comportementales dans le cadre de la réalisation des cibles des ODD, si tant est qu'elles soient appliquées à grande échelle, il est nécessaire de mettre au point des transitions et des approches adaptées au contexte et assurer leur application, tout en veillant à la mise en place d'environnements politiques qui leur soient favorables. Les dialogues nationaux en cours engagés au titre du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires tenu en 2021 proposent des stratégies prometteuses et inclusives afin de tenir compte de ces considérations. Pour en savoir plus, voir le document portant la cote COAG:LI/2022/INF/11, intitulé *Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021: résultats en matière d'élevage*.

V. Recommandations en vue de la communication d'informations sur le secteur de l'élevage

20. L'élevage contribue au Programme de développement durable à l'horizon 2030 à plusieurs titres, mais il suppose souvent de faire des concessions et ses contributions varient en fonction des systèmes de production, des contextes socioéconomiques et des conditions agroécologiques.

21. Dans le cadre du Programme 2030 et des efforts de transformation déployés en vue de l'appliquer, il est essentiel de disposer d'informations exactes et de partager les connaissances. Pour les gouvernements, les organisations multilatérales et d'autres parties prenantes, il importe que les mesures relatives à l'élevage soient fondées sur des données scientifiques et factuelles mais aussi adaptées au contexte, de sorte à déboucher sur des politiques et des pratiques cohérentes et judicieuses.

22. Les Membres ont besoin d'un appui technique pour faciliter la collecte de données et de statistiques sur le secteur de l'élevage afin de pouvoir analyser ses effets et les décrire selon une démarche multidimensionnelle, en fonction des différents aspects de la durabilité, de façon à tenir compte des liens que le secteur entretient avec les systèmes agroalimentaires plus larges.

23. L'utilisation correcte, équitable et transparente de données factuelles dans le cadre de l'élaboration des politiques doit se fonder sur une approche globale et sur des informations exactes.